

premier ministre et non par les chefs d'état-major. C'est ainsi qu'est né un problème persistant dont le gouvernement n'a jamais pu se défaire complètement. Ce problème a commencé du moment où le premier ministre a donné à la Chambre des renseignements incompréhensibles, incomplets et inexacts. Il n'a jamais été question que le Bomarc remplace les avions d'interception. On voyait à l'époque que le Bomarc était destiné à l'interception en profondeur. Premièrement, le champ d'action de l'intercepteur était toundra, puis on a fixé la zone de défense du Bomarc qui devait alors être tout le continent, puis la zone de défense localisée du Nike-Hercules américain dont les installations étaient situées près des grandes villes. C'était la théorie de la défense. Tous ceux qui s'occupaient de défense nationale au Canada et aux États-Unis la connaissaient. Pourtant, dans sa déclaration, le premier ministre n'a pas tenu compte des données militaires et a affirmé que le Bomarc était une solution de remplacement. Il ne faut guère s'étonner que le gouvernement canadien ait dû faire pression sur les États-Unis pour qu'ils réalisent un programme si critiqué.

Les États-Unis ont non seulement consenti à réaliser le programme mais ont consenti, de plus, à en supporter la plus grande partie des frais. Mais lorsque la première base de missiles est achevée, lorsque les installations sont en place et prêtes à fonctionner, lorsque les missiles sont livrés sur place, que fait le gouvernement canadien? Il ne remplit pas les conditions du marché. Il fait volte-face. Ce n'est pas ainsi qu'on rend la bienveillance d'un pays qui a fait de son mieux pour collaborer avec nous au cours de ces années très difficiles.

**M. Aiken:** Monsieur l'Orateur, le député me permettrait-il une question?

**L'hon. M. Hellyer:** Oui.

**M. Aiken:** Après ce qu'il vient de dire, je voudrais lui demander s'il a changé d'avis depuis qu'il a déclaré, le 4 avril 1962, qu'il n'était pas nécessaire que nous adoptions des armes nucléaires?

**L'hon. M. Pearson:** C'est vous qui nous avez compromis.

**L'hon. M. Hellyer:** Monsieur l'Orateur, j'ai maintenant changé d'avis... (*Exclamations*)...

**Une voix:** Quel était votre avis?

**L'hon. M. Hellyer:** Et j'ai de bonnes raisons. La principale est l'imbroglio invraisemblable créé par le gouvernement dans la question de la défense.

**Une voix:** Comment.

**L'hon. M. Hellyer:** Je ne sais comment il a réussi à le créer mais la seule façon honorable de nous en sortir est de remplir nos engagements vis-à-vis de nos alliés. Le gouvernement des États-Unis a dû s'étonner de voir le premier ministre essayer de lui donner le change à propos de l'accord de Nassau. Quiconque connaît le moindre des questions militaires n'ignore pas que les problèmes à l'étude à Nassau n'avaient aucun effet sur les engagements du Canada. Ces problèmes n'avaient absolument rien à voir aux choses que nous avons entrepris de faire. Il est très malheureux que le peu de renseignements en matière de défense que nous obtenons du gouvernement ne soient pas exacts. Y a-t-il lieu de s'étonner alors que la population soit si confuse et mystifiée sur ce sujet, le plus important, peut-être, auquel nous faisons face à l'heure actuelle? C'est à vrai dire incroyable, et nul ne sait où le premier ministre prend cela, si ce n'est dans son imagination; mais cela a dû être un choc terrible pour M. Macmillan et M. Kennedy lorsqu'ils ont vu leurs propos interprétés de façon si peu orthodoxe et si éloignée de la réalité.

**L'hon. M. Churchill:** Monsieur l'Orateur, l'honorable député me permettrait-il de lui poser une question?

**L'hon. M. Hellyer:** Il n'y a aucun rapport entre l'accord de Nassau et les engagements du Canada en ce qui concerne les armes tactiques en Europe, ou notre accord aux termes de l'OTAN et du NORAD, qui consiste à respecter notre partie du marché et à armer le Bomarc.

**L'hon. M. Churchill:** L'honorable député me permettrait-il de lui poser une question?

**L'hon. M. Hellyer:** Il ne me reste que trois minutes et j'ai quelque chose à dire.

**L'hon. M. Churchill:** Cela ne prendra qu'une minute et demie.

**L'hon. M. Hellyer:** Je l'écouterai à dix heures. Il est une chose que j'aimerais rectifier dès maintenant. Il s'agit de l'affirmation de l'honorable député de Calgary-Nord (M. Harkness) et de l'honorable député d'York-Sud (M. Lewis) selon laquelle le chef de l'opposition (M. Pearson) aurait l'intention de remplir nos engagements, et puis de renégocier l'accord dès le lendemain.

**Des voix:** C'est ce qu'il a dit.

**L'hon. M. Hellyer:** C'est tout à fait absurde.

**M. Lewis:** C'est ce qu'il a dit.

**L'hon. M. Pearson:** On n'a jamais dit cela.

**L'hon. M. Hellyer:** Quiconque n'est pas complètement dépourvu de bon sens—et il